



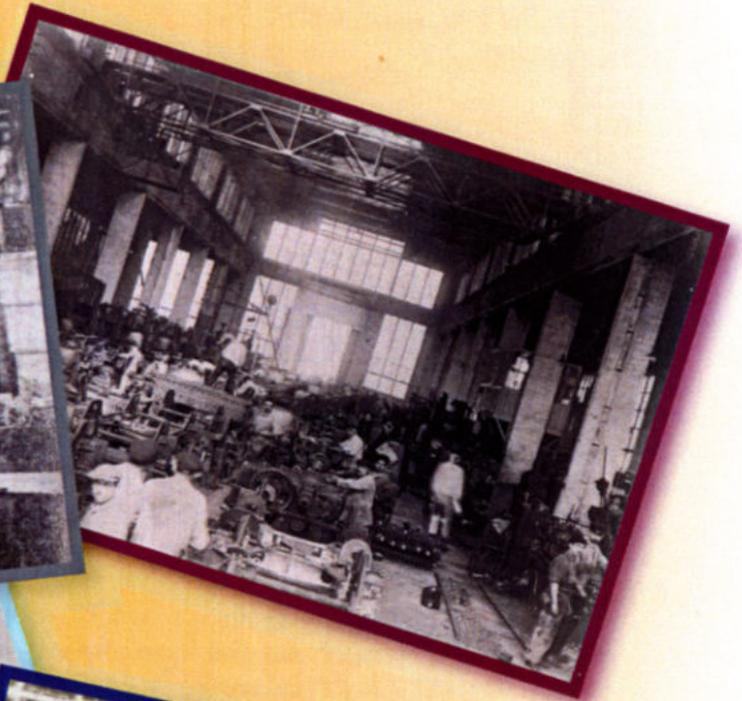
CGT  
LOIRE-ATLANTIQUE

institut d'histoire  
sociale

N° 6  
FÉVRIER 2011

# *L'institut d'histoire sociale*

**ANNÉE**



**1921**

## Sommaire

Editorial .....	page 2	Un congrès sur fond de division .....	page 6
1921 - la crise .....	page 3	" " " .....	page 7
La scission de 1921 .....	page 4	Bulletin d'adhésion .....	page 8
" " .....	page 5		

Photos de couverture - CHT - Femmes au travail dans l'usine J.-J. Carnaud à Chantenay - Usine des Batignolles, atelier B (ferronnerie), construction des locomotives à vapeur - Entrée du bassin de Saint-Nazaire avec en arrière plan les forges de Trignac - Conserverie J.-J. Carnaud, femmes sur une chaîne de mise en boîte des sardines.

Directrice de Publication :  
Marie-Claude ROBIN

Conception et impression :  
imprimerie CGT 44

Les photos ont été fournies  
par le Centre d'Histoire du  
Travail et par la CGT.

EDITORIAL

*Pourquoi 1921 ?*

*A cette époque la situation était comparable.*

*Au sortir de la 1ère guerre mondiale, La France est dans une situation économique difficile. Le salariat a été profondément modifié et nombreux sont ceux qui rentrent de la guerre et sont sans travail.*

*C'est dans ce contexte que va se tenir le IXème congrès de l'Union Départementale des syndicats CGT de la Loire-inférieure. Les débats furent difficiles. Ils étaient les prémices de ceux du congrès confédéral de Lille qui suivra, avec l'exclusion de la minorité révolutionnaire et la création de la CGTU.*

*Fidèles aux composantes de notre département, en mai 1921, réformistes et révolutionnaires vont débattre des orientations de la CGT en Loire inférieure.*

*Mais qui étaient-ils ?*

*Si l'histoire ne se répète pas, les documents que vous allez découvrir, montrent que quel que soit l'instant, la CGT avec ses militants a toujours été soucieuse de son efficacité pour être l'organisation au plus près des salariés et de leurs revendications.*

*La CGT vient de s'interroger, lors de son dernier congrès confédéral, sur son organisation et aux formes de syndicalisme à mettre en place.*

*Les situations de crise économique, de chômage et de bouleversement profond du salariat pointent toujours nos atouts et nos déficits.*

*Nous sommes encore dans une crise économique, sans précédent, crise systémique et financière. La CGT lors de son dernier congrès a pointé des axes de réflexion pour une CGT efficace et qui soit l'outil syndical mis à disposition de tous les salariés, pour faire face à une droite et un patronat très bien organisés, qui n'ont de cesse de détricoter tous les acquis obtenus par la lutte.*

*Réflexion qui se poursuivra au prochain congrès confédéral.*

Marie-Claude ROBIN  
Secrétaire Générale  
de l'UD CGT 44

## 1921 - La crise, Situation sociale et zoom nazairien.

La guerre 14/18, 1400000 morts, 1100000 invalides, fût la plus grave catastrophe démographique de l'histoire française. A Saint-Nazaire après ces quatre années de guerre, la construction reprend activement, avec la création par l'Office Municipal des Habitations, de la Société Coopérative d'Habitation à bon marché « l'Abri Familial » qui est une émergence de l'économie sociale.

Pour suppléer au manque de main-d'œuvre la classe dirigeante trouve un remède radical : l'immigration massive. Malgré la pesanteur des structures archaïques, la productivité industrielle, croît de 5,1% à partir de 1921.

Dès 1920 la fiscalité pèse lourdement sur les consommateurs (impôts indirects), sur les salariés (impôt cédulaire), a contrario une grande « indulgence » envers les possesseurs de capitaux. Par une série de conventions, en 1920-1921, la manne tombe.

Malgré une bonne visibilité immédiate en ce début 1921, le travail paraît moins assuré pour demain. La direction du Chantier qui essaye de préparer l'avenir prévoit les investissements pour de nouvelles fabrications.

Le Secrétaire du Syndicat de la Métallurgie, Henri Gautier, intervient au Conseil Général où il expose le droit au travail des ouvriers.

La construction navale est donc plus que jamais le poumon de Saint-Nazaire. Mais il faudra que la pression populaire arrache à l'Etat des commandes nécessaires à son maintien.

La formation des hommes est insuffisante pour fournir aux Chantiers les professionnels dont ils ont besoin. La Direction de Penhoët bouleverse l'organisation du travail, introduit le Taylorisme. L'enseignement public n'assure pratiquement pas la formation professionnelle. Aussi, le patronat peut se plaindre de la qualité du recrutement ouvrier.

Les entreprises se font une concurrence telle que la productivité double de 1919 à 1929, les salaires réels n'augmentant que de 10 à 15%, pour aboutir à la crise « de 1929 ».

En 1921, 1922 la construction navale a connu une crise grave. 2000 ouvriers furent licenciés

à Saint-Nazaire, dont 1400 aux Chantiers de Penhoët.

Le capital monopoliste se subordonne les couches moyennes traditionnelles. L'inflation, soutenant la croissance se fait à leurs dépens, ruinant rentiers et épargnants, propriétaires d'immeubles.

La population de Saint-Nazaire est plus forte en 1921 que dix ans plus tôt : 41631 habitants contre 38267 ; cinq années plus tard elle tombe à 39411.

La crise de 1921 est l'une des nombreuses crises qui, à des intervalles de moins de dix ans, ponctuent l'histoire du capitalisme depuis 1857. Son originalité tient à ce qu'elle fait suite à une intense période de reconstruction. Plus dure est la chute : alors que l'année précédente, les chantiers navals français ne suffisaient pas à satisfaire la demande, les mauvaises nouvelles s'accumulent en 1921. La « solution » apparente est le recours au crédit, les cargos non payés de la Compagnie Auxiliaire de Navigation seront hypothéqués...

Pour les ouvriers des chantiers, dont le nombre oscille autour de 3800, le chômage est un fléau permanent. Il vient en rafale, chaque fois que les travaux sont achevés. En 1921, BLANCHON dit que, même s'il y a du travail, le patronat peut le suspendre à la seule fin de diminuer les salaires.

La maison HAILAUST diminue de 0,40 Frs la paye quotidienne de ses employés. Le 27 juin 1921 la direction des chantiers veut diminuer les primes de vie liées à la vie chère de 50%. Les patrons usent de l'arme du chômage.

La CGTU naît d'une exclusion massive, du congrès de la CGT, à Lille, en juillet 1921.

A Saint-Nazaire, se fonde en 1921, le syndicat des Dames Employées et Ouvrières catholiques affilié à la CFTC créée en 1920

**Christian LEDUC**  
**Alain TRUET**

## La scission de 1921 : naissance de la CGT U.

L'année 1921 est marquée par la première scission syndicale au sein de la CGT. Elle ne s'est pas effectuée spontanément, du jour au lendemain.

Il faut sans doute remonter au mois d'août 1914 pour y trouver un début d'explication. En effet, lors de la déclaration de guerre, les généreuses idées pacifistes de la CGT s'effondrent. Toutes tendances confondues, et dans un bel élan de solidarité nationale, les dirigeants de la CGT se prononcent pour l'union sacrée, aux côtés du parti socialiste et de la bourgeoisie, l'adversaire de classe que le syndicat combat depuis sa naissance en 1895.

Quelques militants, ultra-minoritaires, refusent cette alliance. Ils vont contribuer, en animant les grèves que mène la classe ouvrière contre la vie chère ou les mauvaises conditions de travail, à élever son niveau de conscience. C'est ainsi que le caractère des luttes va progressivement se modifier. Aux revendications exclusivement économiques s'en ajoutent bientôt d'autres, d'ordre politique, inspirées sans doute par la révolution russe de 1917. Apparaît alors l'exigence de nouveaux droits, d'une extension des libertés. Ces luttes affirment l'opposition de la classe ouvrière à l'intervention militaire en Russie et expriment une volonté d'ouverture de pourparlers en vue du retour à la paix entre les belligérants.

Contre cette menace révolutionnaire, la bourgeoisie s'efforce, par des mesures répressives, d'intimider les syndicats. Sans succès. Face aux conséquences de plus en plus insupportables de la guerre sur la vie quotidienne, le syndicalisme progresse et les luttes s'amplifient, menées le plus souvent par les militants ayant refusé les choix de la CGT en 1914.

Ce courant révolutionnaire interne, en constatant développement, conteste avec de plus en plus de fermeté la politique d'union sacrée suivie par les dirigeants socialistes et syndicaux. Cette tension préfigure la rupture à venir au sein du mouvement ouvrier français.

La situation économique est au plus mal. Le chômage s'accroît avec le retour du front des ouvriers mobilisés. La journée de huit heures concédée par le gouvernement Clémenceau n'apaise pas les esprits.

La majorité réformiste de la CGT est contrainte d'en tenir compte. Elle propose lors du Comité confédéral national du 15 décembre 1918 un « programme minimum » immédiatement ressenti par la minorité comme une collaboration à la réorganisation de l'économie capitaliste, en échange de quelques réformes et sans doute de beaucoup de sacrifices.

L'opposition minoritaire gagne dans les masses mais aussi dans les congrès. Elle recueille 1/6 des suffrages au congrès de Lyon en 1919, le 1/3 au congrès d'Orléans en 1920.

Dès lors, consciente de soutenir seule une orientation conforme aux intérêts de la classe ouvrière, la minorité s'organise en Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), aussitôt condamnés par les majoritaires qui recommandent leur éviction lors du CCN de novembre 1920.

Au congrès de Lille en juillet 1921, après que l'opposition ait recueilli 1348 voix contre 1556, Gaston Monmousseau déclare : « *Il semble que nous arrivons au moment où le syndicalisme doit tourner une page de son histoire, l'histoire de tout un passé en guerre qui va s'effacer. Au cours des événements et depuis*



1921

→ 1914, il y a eu une déviation redoutable du syndicalisme révolutionnaire. 1914, point de départ d'un état d'esprit tout à fait particulier, on a laissé de côté l'intérêt de classe, l'intérêt ouvrier, pour le fondre dans l'intérêt national. On a repris la formule, on l'a fait rouler de congrès en congrès et elle s'est transformée maintenant en intérêt général. A la CGT, on ne discute plus de l'intérêt de classe, on cause de l'intérêt général ; on n'établit pas des programmes sur les intérêts ouvriers, pour les intérêts ouvriers, au nom des intérêts ouvriers, on établit des programmes au nom de l'intérêt général. Le voilà le trouble dans les principes et dans les idées. C'est cela qui nous sépare ».

Le compromis entre les deux tendances est d'autant plus improbable que les majoritaires pratiquent une politique d'exclusion systématique des militants et des organisations dirigées par des minoritaires. Ceux-ci proposent la réunion d'un congrès extraordinaire, proposition rejetée par la CGT. La scission, jusqu'alors implicite, est cette fois entérinée.

La CGT, forte de 920 000 adhérents voit ses effectifs chuter à 373 000.

La minorité révolutionnaire évincée de cette CGT qui depuis vingt-cinq ans constituait l'unique organisation syndicale du prolétariat français va se regrouper au sein de la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU) au cours d'un congrès réuni à Saint-Etienne entre le 25 juin et le 1er juillet 1922. Elle compte alors 360 000 syndiqués.

**Michel Tacet**

## Un Congrès sur fond de division.

Le 29 mai 1921 se tient à Nantes, le IX<sup>e</sup> congrès de l'Union Départementale des syndicats CGT. Il se déroule dans une période de division et de recomposition syndicale. Au lendemain de la guerre, la politique de la direction de la CGT de présence dans les affaires de la Nation est contestée par un courant révolutionnaire que suscite la Révolution d'Octobre. Cette contestation va en s'amplifiant avec l'échec de la grève générale de mai 1920 qui se solde par de multiples licenciements et des révocations. Dans le département, une centaine d'agents des chemins de fer sont révoqués, 400 dockers restent sur le sable, des marins sont en prison. Le courant révolutionnaire local, animé par Le Berre et Crémet, reproche à Cassin, un fidèle de Léon Jouhaux, l'échec de cette politique. Auguste Cassin des métaux est à la tête de l'Union départementale, depuis sa fondation en 1912. Il est également connu comme un adversaire tenace du courant révolutionnaire qui le lui rend bien. En 1921, il décide de démissionner.

C'est dans ce climat que s'ouvre à Nantes, salle du restaurant coopératif, le congrès qui doit élire le nouveau secrétaire départemental. Deux candidats sont en lice : Le Berre présenté par le syndicat des dockers de Nantes et François Blancho, celui des métallurgistes nazairiens. François Blancho est un militant qui, en 1921, n'a pas encore 28 ans. Depuis décembre 1914, il dirige le puissant syndicat des métallurgistes nazairiens et assiste Henri Gautier, le secrétaire de la bourse du travail, qui conduit également la SFIO nazairienne. Devenu secrétaire de l'Union locale de Saint-Nazaire, Blancho brûle les étapes, l'Union départementale est l'objectif suivant.

### Confirmation d'une majorité

La salle du congrès est animée par la présence de près de 100 délégués. L'Union locale de Nantes est représentée par 54 syndicats, celle de Saint-Nazaire rassemble 16 organisations. La petite UL de Châteaubriant se contente de 3 syndicats. Les métallurgistes de Couëron ont un délégué sans pour autant être rattaché à une Union locale. Durant le congrès, qui se déroule un dimanche, les deux tendances déposent chacune une motion d'orientation syndicale. Celle des majoritaires approuve la politique menée par le Comité national confédéral et soutient le programme minimum de la CGT. Les minoritaires révolutionnaires, quant à eux, proposent, dans leur ordre du jour, de « développer l'éducation de cette masse [ouvrière] dans un sens révolutionnaire ». Afin de ne pas créer de division, aucune des deux motions ne préconise l'exclusion. Une très large majorité de syndicats (49) se prononce en faveur de la poursuite de la politique confédérale. Seulement 9 voix vont à la motion minoritaire. Ce sont surtout des syndicats de l'Union locale de Nantes : les dockers, les employés PTT, les maçons, terrassiers, peintres et tonneliers ainsi que le syndicat des travailleurs d'Indret, animé par Crémet, et celui des métallurgistes de Basse-Indre. Les syndicats, affiliés à l'UL de Saint-Nazaire, votent massivement pour la motion



Photo : De 1921 à 1925, François Blancho est Secrétaire de l'Union Départementale CGT de la Loire Inférieure - CHT

majoritaire. Seul Moreau des cheminots P.O. vote pour la motion minoritaire. Ainsi une écrasante majorité de syndicats du département reste fidèle à la politique passée de la confédération et à son programme.

### **Le plébiscite pour Blancho**

Vient ensuite l'élection du futur secrétaire général. L'avant-veille du congrès le comité général de la bourse de Saint-Nazaire a plébiscité la candidature Blancho. Celui-ci, en l'absence du courant révolutionnaire, a obtenu également l'aval des nantais. C'est d'ailleurs en faveur de cette orientation réformatrice que le syndicat des métallurgistes de Saint-Nazaire a présenté la candidature Blancho. Face à lui, le courant révolutionnaire propose Le Berre, leader du syndicat des dockers de Nantes.

Le vote a lieu par appel nominal, Blancho est plébiscité et obtient 52 voix, Le Berre seulement les 8 voix de son courant. La commission administrative est également composée intégralement de militants favorables à Blancho et contrôle ainsi la direction de l'UD. Blancho a mis une condition à sa candidature, que le siège de l'UD soit installé à Saint-Nazaire. Mais pour éviter les frais, la commission administrative tiendra ses séances à Nantes. Quant à Cassin, dans l'attente d'un emploi, l'UD lui accorde trois mois de salaires.

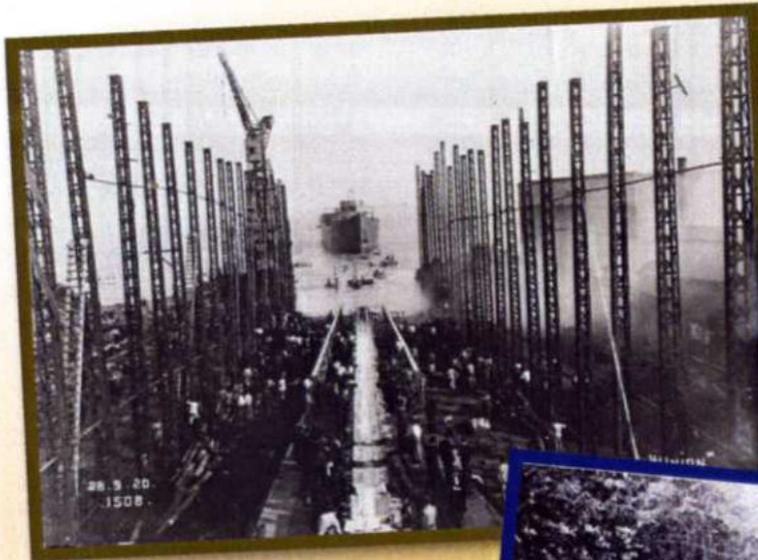
En juillet 1921, devant la poussée importante des opposants à la direction confédérale, le congrès de la CGT de Lille vote une motion d'orientation qui pratiquement décide de l'exclusion des opposants. Une nouvelle confédération, la CGT-Uni-

taire, est alors constituée. A Trignac la plupart des métallurgistes adhèrent à la nouvelle confédération. Dans le département l'UD-CGT confédérée constate une diminution du nombre des syndicats adhérents. Ils ne sont plus que 46 (33 à l'UL de Nantes et 10 à l'UL de Saint-Nazaire, 3 à celle de Châteaubriant). François Blancho, durant son mandat, parcourt le département afin de renforcer son organisation.

La présence de Blancho à la direction de l'UD confédérée prend fin dès 1925. Henri Gautier, le leader incontesté de la SFIO nazairienne vient de décéder et Blancho démissionne de tous ses mandats syndicaux pour se consacrer désormais à l'action politique. En 1919, il avait été élu conseiller municipal de Saint-Nazaire, il devient ensuite maire et conseiller général en 1925 puis député et ministre. Une nouvelle carrière qui doit beaucoup à ses amitiés avec le monde syndical. Auguste Peneau remplace Blancho à la direction de l'UD-CGT et le restera jusqu'en 1940. Le Régime de Vichy ayant interdit la CGT, Peneau demeurera hostile à toute compromission syndicale avec le nouveau pouvoir. A la Libération, il préside le congrès de l'UD-CGT de Loire-Inférieure.

**Robert Gautier**

1921



Lancement de l'Union, Saint-Nazaire, le 28 septembre 1920 - CHT



Au centre, NORANGE (le père Noël), à droite François BLANCHO et sa femme



### Bulletin d'adhésion

**Institut d'Histoire Sociale  
Union Départementale CGT de Loire-Atlantique**

**J'adhère à l'I.H.S.**

Nom (pour individuel) : ..... Prénom : .....

Syndicat, organisation, association : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Localité : .....

Tél. : ..... Adresse mail : .....  
(important pour correspondance)

Date : .....

Signature :

Cotisation annuelle ➡ **individuel : 10 euros**  
**syndicat ou association : 20 euros**

IHS CGT 44 - Maison des syndicats - 1 Place de la Gare - CP1 - 44276 Nantes cedex 2